

Piétrasantà (Verts/ALE).— Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, je suis chargé d'établir, au nom de la commission compétente au fond, la Commission de l'industrie, du commerce extérieur, de la recherche et de l'énergie, le rapport sur l'état d'avancement du programme Galileo et l'intégration du programme EGNOS dans le programme Galileo. Le premier échange de vues au niveau de la commission compétente, la commission ITRE, aura lieu le 21 mai et le rapport sera examiné en novembre, en séance plénière.

Permettez, compte tenu des problèmes que vous avez souligné, Madame la Commissaire, que j'intervienne au nom de la Commission ITRE et du groupe des Verts pour rappeler le calendrier de la mise en œuvre de Galileo : automne 2002, début du fonctionnement de l'entreprise commune Galileo ; fin 2002, rapport de la Commission au Conseil sur l'intégration d'EGNOS dans Galileo et le modèle de concession ; décembre 2002, décision du Conseil sur les services offerts par Galileo et le plan de fréquences des services ; juillet 2003, conférence mondiale des radiotélécommunications été 2003, proposition de la Commission au Conseil sur la création du futur organe de sécurité ; automne 2003, rapport de la Commission au Conseil sur la présélection du futur concessionnaire ; fin 2004, lancement du premier satellite expérimental.

Si nous voulons respecter ce calendrier, il est à présent urgent de dénouer la situation qui s'est développée au sein de l'ESA, où les États sont divisés au sujet de l'importance de chacun dans le programme. On comprend que les États concernés interviennent, mais c'est assez déplaisant, puisqu'on risque, pour 1 % ou 2 % de participation, de retarder considérablement la mise en œuvre de ce projet qui a véritablement une dimension européenne.

Nous nous rendons compte de la nécessité d'avoir une technologie équivalente au GPS et même supérieure. Et, comme on l'a vu avec le commissaire Busquin, une recherche importante a été effectuée pour disposer d'une technologie extraordinaire, une technologie qui sera encore meilleure que celle du GPS. Elle comportera des applications pour l'environnement qui seront elles aussi fondamentales. Nous, les Verts, sommes attachés à la transparence du projet, et ne voulons pas qu'il se réalise dans la précipitation, à cause d'un éventuel retard. Nous sommes très soucieux d'avoir des applications civiles et non pas des applications militaires de ce projet Galileo. Nous estimons donc qu'il faut le mettre en œuvre rapidement. Plus de deux cents parlementaires ont signé une motion au mois d'avril pour qu'il n'y ait pas de retard, pour que l'on accélère la réalisation du projet.

Je vous remercie, Madame la Commissaire, de faire le maximum pour avancer dans ce sens et faire en sorte de débloquent la situation le plus rapidement possible.